



Surendettement : renforcer la prévention !

Lors de leur assemblée plénière, qui s'est tenue récemment sous la présidence de M. Jean-Claude Reding, les membres de la Chambre des salariés ont arrêté leur avis relatif au projet de loi sur le surendettement. L'objet du projet de loi est de procéder à une modification des procédures prévues dans le cadre de la loi du 8 décembre 2000 concernant la prévention du surendettement et d'y introduire la procédure du rétablissement personnel, encore appelé *faillite civile*, pour les personnes privées dans la législation luxembourgeoise.

La Chambre des salariés accueille favorablement l'introduction du rétablissement personnel dans la loi sur le surendettement. Un débiteur qui se trouve dans une situation irrémédiablement compromise doit en effet pouvoir prendre un nouveau départ dans la dignité, sinon il risque de manière continue d'être étranglé par ses dettes.

Toutefois, la CSL estime que l'objectif du « nouveau départ » n'est pas vraiment atteint par le projet de loi. Celui-ci adopte en effet une position très restrictive envers les débiteurs surendettés. La voie du rétablissement personnel ne leur est ouverte que s'ils sont prêts à franchir un nombre considérable d'obstacles. Dans son avis, la Chambre des salariés fait des propositions au Gouvernement pour réformer le projet de loi en vue d'une simplification des procédures pour les personnes dont la situation financière est irrémédiablement compromise.

En outre, la Chambre des salariés se prononce en faveur de dispositions concernant la prévention du surendettement dans la loi, ayant pour objet l'information du consommateur, la limitation de la publicité sur le crédit et la responsabilité sociale des établissements de crédit.

La transposition rapide de la directive 2008/48/CE concernant les contrats de crédit aux consommateurs afin de promouvoir le crédit responsable permettrait de faciliter une politique de prévention.

La Chambre des salariés invite également les établissements de crédit à privilégier de nouveau une politique qualitative de conseil envers la clientèle au détriment d'une simple politique quantitative de maximisation des ventes de produits bancaires. Le consommateur, avant d'être lié par un contrat de crédit, doit disposer des informations les plus claires et les plus complètes afin de pouvoir prendre une décision en pleine connaissance des sommes à rembourser ainsi que des frais accessoires du contrat. Une politique plus prudente en matière de prêts à la consommation, responsabilisant les prêteurs et les emprunteurs, renforcerait l'adhésion des contribuables à la législation sur le surendettement.





Dans son avis, la CSL se penche aussi sur les causes du surendettement. Il ressort des analyses effectuées dans nos pays voisins que les populations touchées sont de moins en moins des populations défavorisées au départ.

Les trois quarts des cas de surendettement résultent en effet de ce qu'on appelle aujourd'hui les accidents de la vie, qu'il s'agisse de chômage, de maladies ou de séparation familiale. Brutalement, des particuliers ne parviennent plus à rembourser leurs dettes et basculent dans la spirale de l'endettement.

Une tendance similaire peut être observée au Luxembourg, où, pour l'année en cours, le nombre de demandes introduites en vue d'un règlement collectif des dettes a augmenté de 54% par rapport à la même période de 2008. Parmi les débiteurs figurent de plus en plus de propriétaires de leur logement, qui sont confrontés au remboursement d'un prêt hypothécaire.

Luxembourg, le 28 octobre 2009

communiqué N°14

